

Dans les Kivus (RD Congo), la résistance pacifique des mouvements sociaux est à l'oeuvre.

Communiqué de presse

Une dizaine de membres du MOC et de son ONG (Solidarité Mondiale) se trouvait dans la Région du Sud-Kivu jusqu'à hier pour rencontrer nos partenaires qui se démènent depuis des décennies pour mettre sur pied des mutuelles de santé. Les troubles provoqués par le M23, massivement soutenu par le Rwanda comme l'attestent de nombreux rapports de l'ONU, déstabilisent à nouveau la région. La population fuit. Les initiatives de la société civile, telles les mutuelles de santé, patiemment construites avec et pour la population locale, sont parmi les cibles privilégiées des agresseurs. Ces conflits font craindre le pire pour une des populations qui est déjà l'une des plus fragilisée au monde.

Chaque année, l'ONG du MOC, Solidarité Mondiale, organise un voyage d'immersion à l'attention de militants afin de leur permettre de rencontrer certains de ses partenaires et mieux appréhender le soutien concret qu'elle apporte aux mouvements sociaux de divers pays. Pendant plus d'un an, le groupe a préparé activement ce voyage au Sud-Kivu. Comme le déclaraient Élise Depauw (du MOC Hainaut occidental et de Solidarité Mondiale) et Jennifer Vandriessche (de Solidarité Mondiale), les deux accompagnatrices du groupe : *« Nous étions à Bukavu lorsque Goma est tombée et avons vu les conséquences dramatiques sur l'état d'esprit des gens et leur activité économique. La violence et l'insécurité doivent cesser ! »*.

L'élaboration patiente de mutuelles de santé (dont la première a vu le jour, pendant la guerre, en 1997) a permis de construire de véritables mouvements sociaux dans ces deux provinces : *« Le soutien apporté par la Mutualité Chrétienne Hainaut Picardie aux mutuelles de santé est un véritable succès car la province du Sud-Kivu compte 21 mutuelles de santé qui totalisent plus de 100.000 membres »*. À Butembo également (au Nord-Kivu), des mutuelles de santé sont appuyées par la Mutualité Chrétienne Saint-Michel de Bruxelles.

Toutefois, les récents conflits qui les atteignent mettent à mal ce long processus. Riches en matières premières, elles sont victimes de la prédation de voisins malveillants, de multinationales et d'intermédiaires de toutes sortes ayant peu d'égards pour les droits humains. Leur position géostratégique les soumet à de fréquentes invasions et à des tentatives de déstabilisation de l'État congolais. De son côté, le Gouvernement de Kinshasa ne parvient pas à s'acquitter de ses fonctions régaliennes. Et pour noircir davantage le tableau, la plus importante force déployée par l'ONU dans le monde (MONUSCO) regarde impassiblement un nouveau massacre se dérouler sous ses yeux.

Les nombreux groupes armés qui résident dans ces deux provinces ne cherchent qu'à créer davantage de chaos. D'ailleurs, pour régner en maître sur la province du Nord-Kivu, la pression du M23 sur la population locale est totale. Des cas d'enrôlements forcés d'enfants sont signalés, en plus des violences exercées à l'encontre de tout qui résiste. Les défenseurs des droits de l'Homme, les démocrates pacifiques, les journalistes indépendants sont soumis à de fortes pressions, parfois même à des menaces de mort. Dans ce contexte, les mutuelles de santé apparaissent comme un acte de résistance pacifique, car elles aident la population à s'accrocher à sa terre et à faire face aux pressions des agresseurs dont les stratégies consistent à briser toute résistance et à anéantir toute initiative durable.

Mais il y a urgence, car si l'État congolais et ses services étaient déjà déliquescents dans ces deux provinces, ils n'existent quasiment plus aujourd'hui. La population locale est plus que jamais livrée à elle-même.

Le Mouvement ouvrier chrétien tient donc à rappeler que :

- S'il faut rapidement agir sur les conséquences du conflit et aider les civils innocents à y faire face rapidement, il faut se concentrer sur ses causes. Par conséquent, le Gouvernement belge (et en particulier notre ministre des Affaires étrangères) et l'Union européenne doivent condamner fermement le soutien apporté par le Rwanda aux mutins du M23 et la souveraineté territoriale de la RDC doit être unanimement et intégralement respectée.
- Nos représentants doivent pointer les responsabilités des autorités congolaises. Depuis des années, l'État a été incapable de réformer sagement ses forces armées qui sont dès lors incapables de défendre la population civile. En outre, les élections locales sont reportées mois après mois et la situation socioéconomique ne cesse de s'aggraver.
- Pour que la paix puisse s'implanter durablement en RDC et a fortiori dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, la population doit pouvoir bénéficier de la démocratie et des droits humains fondamentaux, et accéder aux services d'un Etat digne de ce nom.
- L'accès des humanitaires aux populations déplacées est un droit essentiel et absolu. Cette aide doit impérativement se concerter avec les structures locales qui y déploient des actions de développement à plus long terme.

Dans ce contexte dramatique, le Mouvement Ouvrier Chrétien tient à témoigner son plus sincère soutien aux nombreux défenseurs des droits de l'Homme et aux mouvements sociaux qui luttent jour après jour pour permettre à la population locale de vivre pacifiquement et dignement.

Thierry JAQUES,
Président

Pour plus d'informations,
Élise Depauw : 0474 92 18 97
Jennifer Vandriessche : 0474 64 43 81